



Montréal, le 21 décembre 2022

## **Le RAPLIQ revendique la décriminalisation de l'assistance sexuelle pour les personnes handicapées.**

Presque tout ce qui touche le handicap est considéré comme tabou, alors imaginez si on parle sexualité. Nous nous attendions à une certaine levée de bouclier et de heurter quelques âmes sensibles.

Devant tous les amalgames de propos et interprétations de ceux-ci, question de terminer 2022 sur une bonne note, voici ce en quoi consiste notre revendication quant au sujet mentionné en objet.

Le 3 décembre dernier, nous avons initié un débat sur l'assistance sexuelle pour les personnes handicapées. Ce sujet, tabou et controversé s'il en est un, est venu à nous par suite de certaines rencontres que nous avons eues avec des mères de familles, aux prises avec leurs ados ou jeunes adultes, handicapé.es et incapables de satisfaire leurs pulsions sexuelles.

De ce débat est venu cette revendication ;

**Si une personne ou la famille d'une personne handicapée souhaite faire appel à un.e travailleur/euse du sexe pour « être soulagée » ou « soulager » leur proche, nous souhaitons que, dans ce cas précis, la personne ou la famille qui fait appel à ce service ne risque pas de poursuites pénales, comme c'est actuellement le cas.**

Rien de plus, rien de moins. Dans notre revendication, il n'est pas question de gratuité, de thérapie, de prescription ni de rien d'autre. Éventuellement, pourrait-on en arriver là? À suivre mais ce n'est pas l'objet de notre revendication.

Cette revendication ne remplace pas les autres et n'est pas plus importante que celle d'avoir de meilleurs soins à domicile, que d'avoir un accès universel à chaque commerce ou un meilleur service de transport adapté, accès au métro, etc.

Quand des mamans viennent nous dire, les larmes aux yeux, que pour calmer les humeurs, le caractère et les frustrations de leur ado, garçon ou fille, elles doivent les soulager elles-mêmes, alors qu'elles préféreraient de beaucoup (peut-on les comprendre) faire appel aux services d'un.e travailleur/euse du sexe, sans craintes d'être poursuivies au criminel; nous avons pris leur parti et leur prêtons notre voix.

C'est une revendication claire au bénéfice de ces familles ou personnes. Nous ne les laisserons pas tomber.

À bon entendre,

Steven Laperrière  
Directeur général